

## **Négociations avec la Corée du Nord : Années 90 - mars 2007 : Des contextes différents, des stratégies actualisées mars 2007**

### **LE CONTEXTE**

#### 1) Evolution de la situation économique de la Corée du Nord depuis 1960

Alors qu'elle connaissait un développement satisfaisant et même supérieur à la Corée du Sud jusque dans les années 60, la République Démocratique Populaire de Corée est entrée et s'est installée dans une triple crise :

-Financière : avec les dépenses associées à la course aux armements

-Energétique : causée par les chocs pétroliers de 1973 et 1979. Dans les années 90, la fin de la Guerre froide a coïncidé avec la fin de l'aide soviétique qui fournissait à la RDPC la majeure partie de son pétrole. La RDPC ne peut pas payer cette aide en devises, elle se retrouve ainsi dos au mur.

-Economique : Depuis qu'elle a unilatéralement annulé sa dette extérieure, la RDPC s'est coupée du circuit économique international et la politique de repliement sur soi extrême menée par le régime la prive de subventions internationales de développement.

Ce préalable est à garder en mémoire pour comprendre les tenants et aboutissants des négociations menées depuis les années 90.

#### 2) Le programme nucléaire et le début des tensions internationales

Le premier laboratoire nucléaire expérimental Nord-Coréen, sur le site de Yongbyon, remonte à l'année 1958 ; en 1986 un petit réacteur de traitement du plutonium devient opérationnel. C'est dire si la Corée du Nord a manifesté un souci précoce de conquérir l'énergie de l'atome. Pourtant, c'est seulement à partir de 1990 et pour parer à cette crise énergétique que le régime Nord annonce officiellement la construction de centrales nucléaires. Motif vraisemblable mais qui ne l'est plus dès lors que l'on sait que l'infrastructure électrique du pays n'est pas en état de transporter l'électricité qui serait ainsi produite. C'est pourquoi la découverte du programme du programme nucléaire militaire Nord-Coréen en 1993 a marqué le début d'une crise internationale d'envergure.

### **LES ENJEUX DES NEGOCIATIONS DE 1993-1994**

Dans son article Deux visions de la Corée du Nord, François-Philippe Dubé expose les tenants et aboutissants des deux conceptions opposées sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Corée du Nord. Cette opposition de deux visions traduit les attermoissements des négociations.

La vision dite « Conservatrice ». C'est encore celle de l'administration Bush, qui met en exergue le côté maléfique du régime Nord-Coréen, considérant qu'il joue sa survie sur un chantage nucléaire et une population prise en otage. Plus que le parti communiste, La Maison Blanche considère que c'est l'armée le véritable et seul soutien du régime ce qui expliquerait sa politique de chantage permanent, qu'il s'agisse de chantage nucléaire auprès des Etats-Unis ou de la Corée du Sud, qui doit payer la moindre concession de son voisin du nord en milliers de tonnes de riz ou en argent comptant.

C'est sur la base de cette conception qu'on été menées les négociations suite à la découverte en 1993 du programme nucléaire nord-coréen. Le *Framework Agreement* signé à Genève en 1994 prévoyait ainsi que la Corée du Nord devait suspendre ce programme en échange d'une embellie diplomatique avec les Etats-Unis, embellie accompagnée de la construction pour 2003 de deux réacteurs nucléaires sans usage militaire et en partie financés par la K.E.D.O (Korean Peninsula Energy Development Organization, un consortium international. Les Etats-Unis s'engageaient également à fournir du pétrole en attendant que ces réacteurs deviennent opérationnels.

Conclusion sur ces négociations. Le chantage a fonctionné : la seule chose demandée au régime de Pyongyang est de renoncer à un programme nucléaire militaire. Les Etats-Unis ne définissent que cette seule priorité, aucune mention n'est faite aux droits de l'homme et au sort du peuple nord-coréen. Cependant la Corée du Nord est prise au piège : elle demeure dans un déni de reconnaissance internationale, qu'elle espérait combler par l'accès à la puissance nucléaire et elle est soumise à un monopole américain. Certes l'embargo a été levé ainsi que les sanctions décrétées par le *Trade with the Enemy Act* ; pour autant la RDPC reste sur la liste des Etats soutenant le terrorisme, ce qui expose les éventuels investisseurs internationaux qui traiteraient avec Pyongyang à des sanctions de Washington. Personne ne sort gagnant des accords de 1994, qui portent en eux les germes d'une future crise.

## **LE REVIREMENT NORD-COREEN DEPUIS 1998 : EXPLICATIONS ET CONSEQUENCES**

1998 : La RDPC reprend son programme nucléaire militaire gelé depuis 1994. On peut y apporter deux explications :

Pour Pyongyang, c'est le seul argument qui peut amener les Américains à s'asseoir à la table des négociations. Or la construction des centrales mentionnées dans les accords de 1994 est au point mort et du point de vue diplomatique la RDPC est toujours considérée comme un Etat soutenant le terrorisme par Washington, alors qu'elle a cessé toute activité terroriste depuis presque vingt ans.

La Corée du Nord craint pour sa sécurité ; l'hostilité des Etats-Unis à son endroit lui fait craindre un scénario à l'irakienne, une intervention américaine pour changer le régime. Ainsi, elle a tout intérêt à agiter le spectre de la dissuasion nucléaire, qui, s'il ne la préserve pas de bombardements aériens brise l'élan d'une offensive terrestre.

En concurrence de la vision conservatrice du problème nord-coréen, promue par la Maison Blanche, émerge une vision libérale qui va partiellement dans le sens des arguments de la RDPC. Cette vision, moins manichéenne, plus diplomatique, relève les quelques efforts d'ouverture réalisés par la Corée du Nord. F-P Dubé en cite trois : l'envoi à l'étranger d'étudiants pour comprendre l'économie de marché, la tolérance à l'égard des marchés ruraux et une libéralisation partielle des prix. Cette perspective, qui use d'arguments sérieux, partage les responsabilités dans la durée de la crise et éclaire la complexité du dossier.

## **NEGOCIATIONS 2007 : APRES L'INCERTAINE ESCALADE, L'INCERTAINE DESESCALADE...**

Après l'essai nucléaire Nord-Coréen, sur la valeur duquel les experts ne s'entendent pas, les négociations ont repris depuis début 2007. Cette fois, le contexte a changé. La RDPC pourrait s'être dotée d'une première bombe atomique et le problème de la sécurité de la région se pose avec une acuité nouvelle. De plus les Etats-Unis et la RDPC ont en commun un essoufflement, de la politique extérieure des premiers, enlisés en Irak, et de l'économie, déjà bien mal en point, des seconds. L'urgence et la volonté farouche de ne pas perdre la face dessine des négociations sous le signe des concessions réciproques, du donnant-donnant. Les pourparlers se dérouleront à six : Chine, Corée du

Sud, Corée du Nord, Etats-Unis, Japon et Russie y participeront.

Enlisés en Irak, en tension croissante avec l'Iran, les Etats-Unis ont besoin d'un succès diplomatique probant, alors que la contestation de la politique du président Bush se fait de plus en plus entendre à l'intérieur du pays. Depuis la défaite républicaine à mi-mandat, la Maison blanche se fait plus conciliante.

De son côté, la Corée du Nord a changé de stratégie : plus question d'attendre les prochaines élections américaines, dès lors que l'administration en place à Washington met entre parenthèse son hostilité. Il faut également aboutir avant décembre 2007, date de l'élection présidentielle en Corée du Sud ; un retour des conservateurs pourrait compliquer les tractations en cours.

## **CONCLUSION : ACCORDS DEJA OBTENUS ET PERSPECTIVES**

Contrairement à 1994, la RDPC obtiendra 500 000 tonnes de pétrole par an contre la fermeture d'ici le 13 avril 2007, et non plus le gel de ses installations nucléaires. Il faudra ensuite les rendre « inutilisables » pour obtenir 950 000 tonnes supplémentaires. Nous sommes loin des 3,5 millions de tonnes reçues pendant 8 ans à l'issue des accords de 1994. Le prochain défi concerne l'envoi d'inspecteurs de l'AIEA ; à ce jour, aucun accord n'a été trouvé. La contrepartie est intéressante, car même s'ils maintiennent les accusations de blanchiment d'argent, les Américains ont débloqué les fonds Nord-Coréens gérés par la Banque de Macao, le banco Delta Asia, désormais sous la responsabilité chinoise.

Autre fait marquant : le 5 mars 2007, l'américain Christopher Hill et le nord-coréen Kim Kye-Gwan se sont retrouvés en vue d'établir pour la première fois de leur histoire des relations diplomatiques conformément à l'accord sur la dénucléarisation conclu à Pékin le 13 février 2007.

Ces négociations, bien engagées et pour l'heure dans une dynamique constructive, menacent encore d'achopper à chaque écueil. Mais elles s'accompagnent pour les participants d'une obligation de résultat qui peut faciliter la recherche du compromis.

South Africa, Denel: entreprise sud-africaine d'armement